

Pour des bâtiments durables, sains et abordables - le pacte « 2050 ready building »

Bruxelles, 28 Mai 2024

REHVA est une fédération qui représente d'une seule voix plus de 120 000 ingénieurs et techniciens en conception CVC, ingénieurs et techniciens en services du bâtiment dans 24 pays européens. La mission de REHVA est de contribuer constamment au développement d'un environnement bâti économique, durable, sûr, sain et confortable.

Alors que REHVA soutient le développement des politiques européennes liées à la qualité de l'environnement intérieur (IEQ) et à la performance énergétique des bâtiments (PEB) (EPBD, RED, EED, ESPR, etc.) et leur mise en œuvre au niveau national, les associations membres de REHVA souhaitent encourager le dialogue politique européen à s'inspirer des principes techniques proposés par les experts du REHVA pour atteindre les objectifs européens de 2050 dans le secteur du bâtiment.

C'est l'objectif du pacte « 2050 ready building ».

On trouvera ci-après en résumé plusieurs sujets cruciaux, permettant au secteur du bâtiment de jouer un rôle dans la réalisation des objectifs de l'UE pour 2050.

✓ Principes du pacte “2050 ready buildings”

Les bâtiments doivent assurer, d'une part, une protection. Ils doivent garantir un environnement intérieur sain, confortable et sûr. D'un autre côté, le secteur du bâtiment doit jouer un rôle clé pour atteindre la neutralité carbone de l'UE d'ici 2050. C'est pourquoi REHVA plaide en faveur d'un pacte « bâtiments prêts pour 2050 » fondé sur les grands principes suivants, tant pour les nouvelles constructions que pour les rénovations en cours :

- ✓ L'efficacité énergétique d'abord ;
- ✓ L'Utilisation prioritaire des sources d'énergie renouvelables ;
- ✓ Des systèmes de chauffage et de refroidissement décarbonés (y compris les matériaux de construction à faible teneur en carbone) ; Atteindre une qualité environnementale intérieure (IEQ) et une qualité de l'air intérieur (QAI) élevées ; Digitalisation des bâtiments (bâtiments intelligents) ;
- ✓ Des solutions techniques économiques et optimisées pour l'environnement.

Ces principes doivent être appliqués de manière globale aux bâtiments, contribuant au bien-être des occupants et préservant leur confort et leur santé tout en réduisant considérablement l'impact environnemental dans une approche de cycle de vie (ACV). Les bâtiments ne sont plus seulement des consommateurs d'énergie mais aussi des producteurs actifs d'énergie. Equipés de technologies intelligentes et de systèmes de stockage d'énergie pour la chaleur et l'électricité, ces bâtiments offriront de la flexibilité aux réseaux de distribution d'énergie contribuant ainsi à la transition et à la décarbonation du secteur énergétique.

REHVA milite et œuvre spécifiquement à la définition d'un « langage commun » européen, basé sur des indicateurs communs, pour la performance énergétique et sanitaire de l'environnement intérieur du bâtiment. En raison de la multidisciplinarité et de la complexité croissante du secteur du bâtiment, il est nécessaire de trouver une compréhension mutuelle et de proposer une formation intensive à tous les groupes cibles et parties prenantes.

✓ Neutralité carbone pour le secteur du bâtiment en 2050

Le secteur du bâtiment est responsable de 37 % des émissions de carbone de l'UE. Atteindre la neutralité carbone en 2050 est un objectif ambitieux pour le secteur du bâtiment. La décarbonation des systèmes de chauffage et de refroidissement est essentielle.

La neutralité carbone inclut toutes les étapes du cycle de vie d'un bâtiment (production des éléments de construction, leur transport, construction du bâtiment, utilisation, remplacement, déconstruction, gestion des déchets, réutilisation, recyclage et élimination finale) et toutes les émissions de gaz à effet de serre sur le bâtiment sur site, proche et lointain.

Les directives et réglementations européennes, ainsi que leur transposition aux niveaux national et régional, doivent être « basées sur la performance ». Ils doivent être technologiquement neutres, permettant l'optimisation des solutions techniques par les professionnels du bâtiment et créant des conditions de concurrence équitables pour les équipements techniques et les vecteurs énergétiques.

✓ Bâtiments sains - meilleur environnement intérieur et qualité de l'air intérieur (IEQ/IAQ)

Le besoin d'une qualité d'air adéquate ne s'arrête pas à notre porte mais inclut également l'air que nous respirons à l'intérieur - où nous passons jusqu'à 90 % de notre vie quotidienne. L'air intérieur des bâtiments est encore plus pollué que l'air extérieur[1]. Selon l'OMS[2], 150 000 décès prématurés en Europe sont causés chaque année par une mauvaise qualité de l'air intérieur, générant des coûts supplémentaires de plus de 260 milliards d'euros chaque année. Il faut répondre de manière urgente à ce problème en relevant le défi sanitaire qu'il engendre et permettre ainsi des économies importantes et une optimisation des dépenses publiques.

Les politiques de l'UE devraient garantir une meilleure santé dans les bâtiments, associée à une meilleure IEQ/IAQ grâce à des évolutions réglementaires garantissant une transposition aussi ambitieuse que possible de la EPBD, en particulier en ce qui concerne la ventilation. L'amélioration de la surveillance, de la visualisation et de la régulation de la QAI dans les bâtiments résidentiels et l'extension de l'inspection des systèmes de ventilation à tous les bâtiments devraient faire partie de ces politiques.

Les exigences imposées aux bâtiments pour garantir la qualité de l'air intérieur devraient être intégrées dans la taxonomie et dans la législation sur les marchés publics écologiques.

Les exigences en matière d'écoconception devraient être mises à jour pour garantir la mise sur le marché de produits de ventilation économes en énergie.

Pour obtenir une meilleure information et un meilleur retour d'information, l'observatoire du parc immobilier devrait également intégrer des données sur la qualité de l'air intérieur et la ventilation.

✓ Logements abordables et incitations

La rénovation, l'exploitation et la maintenance abordables des bâtiments, la compréhension et l'accord sur les solutions proposées jouent un rôle crucial dans l'acceptation sociale de la transition énergétique.

Il n'existe pas de solution universelle pour les bâtiments neufs et existants. Informer sur les bénéfices de la rénovation, en termes de bien-être et de rentabilité économique, devrait être la clé pour motiver les propriétaires et/ou les investisseurs privés. Les professionnels du bâtiment doivent proposer et expliquer la meilleure solution aux propriétaires et occupants du bâtiment.

[1] <https://sustainenvironres.biomedcentral.com/articles/10.1186/s42834-020-0047-y>

[2] https://unece.org/DAM/Photos_Info_Unit/Economic-cost-health-impact-air-pollution-en_1_.pdf

La précarité énergétique doit être combattue par des incitations/mesures financières ciblées permettant aux familles à faible revenu d'améliorer leur logement. Cela réduit non seulement la consommation et les coûts d'énergie, mais améliore également les conditions de vie globales, la santé et le bien-être des résidents, favorise l'acceptation sociale et le soutien aux pratiques de vie durables.

Les actions suivantes doivent être mises en œuvre :

- ✓ les propriétaires devraient bénéficier d'une assistance technique financée, également par le biais de guichets uniques (tels que des audits énergétiques ou des passeports de rénovation) pour faciliter une prise de décision éclairée ;
- ✓ l'accès au capital devrait être facilité par des mesures telles que les hypothèques vertes, comme le demande l'article 17 de la EPBD ;
- ✓ les incitations financières devraient être basées sur la performance, ne favorisant ou n'excluant aucune solution technique unique si les exigences de performance sont remplies.

Associer les initiatives de logement abordable à des incitations constitue une stratégie cruciale pour favoriser à la fois l'équité sociale et la responsabilité environnementale, tout en préservant les fonds publics qui, compte tenu de leur rareté, doivent être optimisés et soigneusement gérés pour lutter efficacement contre la précarité énergétique et soutenir la transition énergétique.

✓ **Le rôle des professionnels du CVC dans la transition énergétique - compétences développées et dimension européenne**

Le rôle des professionnels du CVC dans la transition énergétique est crucial. Les nouveaux défis nécessitent le développement de nouvelles compétences techniques et une compréhension des politiques énergétiques globales de l'UE. Le développement professionnel continu est essentiel, car il permet aux professionnels de rester informés des dernières avancées technologiques et des changements réglementaires. Parmi les nombreuses références à la formation, au perfectionnement et à la reconversion professionnelle, l'article 17 de la directive EPBD impose aux États membres de promouvoir l'éducation et la formation afin de garantir une main-d'œuvre suffisante et compétente, en ciblant particulièrement les PME et les microentreprises.

Les collaborations de recherche entre le monde universitaire et l'industrie CVC devraient être encouragées par le biais de pôles d'innovation, de centres de recherche et de projets collaboratifs pour définir de nouveaux programmes éducatifs abordant les principaux défis, stimuler l'innovation et attirer de nouveaux étudiants.

Les normes relatives aux systèmes CVC jouent un rôle essentiel en facilitant la mobilité et la reconnaissance des qualifications entre les États membres. Les normes garantissent que les professionnels du CVC dans toute l'UE disposent d'une base de connaissances et d'un ensemble de compétences cohérents. En adhérant aux normes communes de l'UE, les professionnels du CVC peuvent contribuer efficacement à la transition énergétique, en optimisant les performances et la durabilité des systèmes.

Des méthodologies partagées, basées sur des normes communes de l'UE, pour évaluer le bâtiment favorisent la transparence, une prise de décision éclairée et la cohérence dans l'application de la transition énergétique. Le partage des connaissances et le développement de méthodologies et d'outils partagés peuvent concilier les différences entre les États membres dues à des facteurs économiques, technologiques et sociaux tout en respectant la diversité culturelle et l'équité sociale.

Même si des méthodes communes sont employées, les niveaux d'exigences nationales doivent refléter les besoins climatiques et réglementaires spécifiques de chaque pays. Cette approche harmonisée soutient un effort unifié à travers l'Europe, favorisant la transition énergétique tout en favorisant une main-d'œuvre qualifiée et motivée dédiée à la gestion de l'environnement.

le candidat approuve ce message.

Signature